

ANNEXE 8 : ATTESTATION DE CERTIFICATION



<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante sans mention	Prise d'effet : 23/12/2022	Validité : 22/12/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante avec mention	Prise d'effet : 23/12/2022	Validité : 22/12/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE individuel	Prise d'effet : 24/06/2022	Validité : 23/06/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE Tous types de bâtiments	Prise d'effet : 24/06/2022	Validité : 23/06/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
<input checked="" type="checkbox"/>	Gaz	Prise d'effet : 23/05/2022	Validité : 22/05/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
<input checked="" type="checkbox"/>	CREP	Prise d'effet : 14/03/2022	Validité : 13/03/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
<input checked="" type="checkbox"/>	Termites Métropole Zone d'intervention : France métropolitaine	Prise d'effet : 08/04/2022	Validité : 07/04/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		
<input checked="" type="checkbox"/>	Electricité	Prise d'effet : 14/03/2022	Validité : 13/03/2029
	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.		



ANNEXE 9 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR



Je soussigné, Victor PERCEPIED, représentant de la société DIAGTIS, atteste sur l'honneur que la société répond aux conditions de compétences, de garantie et d'assurance prévus au L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

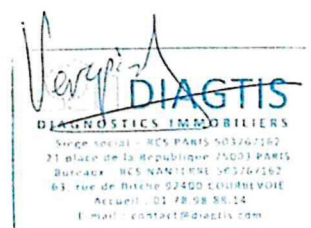
En outre, la société DIAGTIS atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoit, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. Les prestations réalisées par DIAGTIS le sont en totale indépendance et impartialité ;

La société DIAGTIS a souscrit une assurance dont le montant de la garantie n'est pas inférieur à 300.000 euros par sinistre et 500.000 euros par année d'assurance, auprès du cabinet CONDORCET, sous le numéro de Police 86517808/808109411.

La société DIAGTIS dispose des compétences requises pour effectuer les diagnostics convenus ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires ;

FAIT À COURBEVOIE, LE 17/05/2023

VICTOR PERCEPIED
Représentant légal



ATTESTATION DE SUPERFICIE PRIVATIVE

48 Rue de Bassano
75008 Paris

Appartement de type T3
1^{er} étage - Porte gauche

Lots N°06 & 05

	ATTESTATION DE SUPERFICIE PRIVATIVE Ce rapport ne peut être reproduit ou utilisé que dans son intégralité.	Rapport n° 6559_CRZ_LOT06
		Établi le 17/05/2023
		04 Pages


DONNEUR D'ORDRE PROPRIÉTAIRE	Donneur d'ordre	Monsieur SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE		
	Adresse	16 rue de Vignon 75009 Paris		
	Propriétaire	NON COMMUNIQUE C/O SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE		
	Adresse	48 Rue de Bassano 75008 Paris		

PERIMETRE DE MESURAGE	Adresse du bien	48 Rue de Bassano			
	Code postal	75008	Ville	Paris	
	Références cadastrales	AS01 - Parcelle 45			
	Descriptif	Appartement de type T3 à usage d'habitation (Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation)			
	Bâtiment	-	Escalier	-	
	Etage	1 ^{er} étage	Porte	gauche	
	Lot(s) RCP Principal	06	Lot(s) RCP second. (Cave)	05	Lot(s) RCP second. (Parking)

MISSION DE MESURAGE	Date(s) de mesure	17/05/2023	Date de commande	24/04/2023
	Référentiel	<ul style="list-style-type: none"> Article 46 de la loi du 10 juillet 1965, publié le 12 décembre et suivant décret n° 97532 du 23 mai 1997 dite « loi CARREZ » modifiée par l'article 15 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives publiée au Journal officiel du 21 décembre 2014. Loi no 96-1107 du 18 décembre 1996 améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété. Article R111-2 du code de la construction et de l'habitation 		
	Modalité	Mesure de superficie par Télémètre Leica Disto D3		
		Logiciel : Distotablet développé par Fondis Electronic		

OPÉRATEUR DE REPERAGE	Prénom Nom	Gabriel PEROU		
	Cabinet	DIAGTIS		
	d'expertise	63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE		
	N° SIRET	50376716200061		
	Assurance RCP	CABINET CONDORCET - Police N°86517808/808109411 - Validité : 31/12/2023		

Superficie de la partie privative 76.45 m ² SOIXANTE SEIZE METRES CARRES ET QUARANTE CINQ CENTIEMES

VISA	Opérateur de mesure – Cachet entreprise	
	Gabriel PEROU Rapport rédigé le 17/05/2023 <i>La société DIAGTIS atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoit, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.</i>	
		

ND : 6559	NR : 6559_CRZ_LOT06	17/05/2023	Page 1 / 4
-----------	---------------------	------------	------------

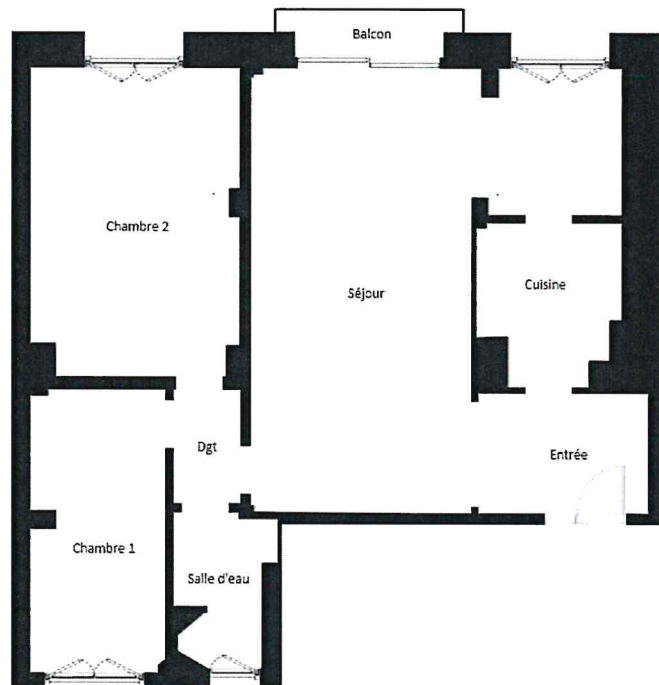
WWW.DIAGTIS.COM

A DÉTAIL DES SUPERFICIES MESURÉES

Désignation des locaux	Superficie privative en m ² « Loi Carrez »	Surfaces en m2 avec hauteur sous plafond < 1.80 m	Superficies annexes (m2)
Entrée	5.60		Embrasures : 0.15
Séjour	32.25		Embrasures : 0.10
Dégagement	2.10		Embrasures : 0.15
Salle d'eau	3.65		
Chambre 1	10.20		
Chambre 2	16.95		
Cuisine	5.70		
Balcon			2.20 m ²
Cave N°05			4.00 m ²
Totaux	76.45 m ²	0.00 m ²	6.60 m ²

Pour information, surface globale : 83.05 m²
Documents fournis : Néant

B PLANCHE DE REPÉRAGE



DOSSIER N°6559
 PLANCHE DE REPÉRAGE N°1/1 – LOCALISATION / NIVEAU(X) : 1ER ETAGE - PORTE GAUCHE - LOT N°06
 ADRESSE : 48 Rue de Bassano 75008 Paris
 DATE D'ÉDITION : 17/05/2023
 DIAGTIS – 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE – 01.78.98.88.14 – contact@diagtis.com
 SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS NANTERRE 503767162 – CODE APE 7120B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ND : 6559	NR : 6559_CRZ_LOT06	17/05/2023	Page 2 / 4
-----------	---------------------	------------	------------

C NOTICE D'INFORMATIONS

Certification de la superficie privative conformément à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, publié le 12 décembre et suivant décret n° 97532 du 23 mai 1997 dite « loi CARREZ » et l'article R111-2 du code de la construction et de l'habitation.

ART.4.1 : La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot mentionnée à l'article 46 de loi du 10 juillet 1965 est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

ART.4.2 : Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4.1.

ART.4.3 : Le jour de la signature de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente, le notaire, ou l'autorité administrative qui authentifie la convention, remet aux parties, contre émargement ou récépissé, une copie simple de l'acte signé ou un certificat reproduisant la clause de l'acte mentionnant la superficie de la partie privative du lot ou de la fraction du lot vendu, ainsi qu'une copie des dispositions de l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965 lorsque ces dispositions ne sont pas reprises intégralement dans l'acte ou le certificat.

Le RCP n'ayant pas été communiqué, cette attestation est délivrée sous réserve de la conformité de l'affectation, de la désignation et de la description du lot au règlement de copropriété et à l'état descriptif de division.

La responsabilité de notre société ne saurait être engagée si ces conditions ne sont pas remplies.

Toutefois, Pour l'application de la loi « Carrez » - article 46 de la loi du 10 juillet 1965, publié le 12 décembre et suivant décret n° 97532 du 23 mai 1997 dite « loi CARREZ » - la 3^{ème} chambre civile de la Cour de cassation, par un arrêt du 02 octobre 2013 confirme la solution qu'elle avait déjà adoptée dans une décision antérieure (v. Cass. 3^e civ., 6 sept. 2011, n° 10-19542 : Defrénois flash 26 sept. 2011 p ; 5, n°297) que, pour apprécier la surface du lot vendu, il y a lieu de prendre en compte le bien tel qu'il se présente matériellement au moment de la vente (ECLI :FR : CCASS :2013 :C301078, PB (rejet)) Cass. 3^e civ., 2 oct. 2013, ECLI :FR : CCASS :2013 :C301078, PB (rejet)).

La surface mentionnée sur la présente attestation demeure valable tant que le bien n'est pas modifié substantiellement (modification de la structure ou de la disposition des pièces, doublage de cloison ou de mur, suppression ou élévation de cloison..., et de l'usage des pièces).

La présente attestation vaut uniquement pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué par DIAGTIS qu'à titre indicatif.

Ce certificat n'a de valeur :

- que si les numéros et la description des lots qui nous ont été communiqués correspondent au descriptif contenu dans le règlement de copropriété en vigueur le jour de notre visite.

- Les indications concernant le bien (constitution, situation, référence cadastrales, n° des lots, propriétaire...) nous ont été communiquées oralement par le mandataire, propriétaire, agence ou étude notariale.

- Ce constat sera nul de plein droit, quel que soit le bénéficiaire, si l'acquéreur procède à des interventions ou modifications substantielles de nature à modifier le constat établi.

ND : 6559	NR : 6559_CRZ_LOT06	17/05/2023	Page 3 / 4
-----------	---------------------	------------	------------

ANNEXE 1 : ATTESTATION D'ASSURANCE



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 Rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société DIAGTIS
21 place de la République
75003 PARIS 3EME ARRONDISSEMENT
Siret n°503 671 200 38

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N° 86517808/808109411.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Diagnostic amiante avant-vente et avant location
Dossier technique amiante (DTA)
Diagnostic amiante dans les parties privatives (DAPP)
Diagnostic Exposition au plomb (CREP)
Diagnostic de l'état des installations de gaz uniquement dans le cadre du DDT
Diagnostic termites
Diagnostic de performance énergétique (DPE) et audit énergétique réalisé dans le cadre du DPE et à l'occasion de la vente d'une maison ou d'un immeuble en monopropriété éligible F ou G conformément à la loi N° 2021-1104 du 22/08/2021 Climat et Résilience
Diagnostic Etat des risques et pollutions (ERP)
Diagnostic Millèmes de copropriété et tantième de charges de copropriété
Diagnostic Loi Carrez
Diagnostic surface habitable Loi Boutin
Diagnostic Etats des lieux locatifs
Certificat de norme d'habitat dans le cadre de l'obtention d'un prêt conventionné et/ou d'un prêt à taux zéro
Diagnostic état de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DIT)
Certificat de décence (loi SRU 2000-1208 SRU du 13/12/2000)

Diagnostic Technique Global des immeubles relevant du statut de la copropriété (article L.731-1 du Code de la Construction et de l'Habitation)
Information sur la présence d'un risque de mûres seulement dans le cadre du DDT (Dossier de Diagnostic Technique) et uniquement dans les zones où les préfetures ont pris un arrêté en ce sens
Calcul de la surface du plancher
Diagnostic amiante avant travaux/démolition sans préconisation de travaux NF X46-020 (articles R4412-140 à R4412-142 du Code du travail – article R1334-27 CSP – arrêté du 26 juin 2013)
Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA)
Diagnostic recherche de plomb avant travaux /démolition (art R1334-12 et R1334-8 du CSP – Article R4412 du Code du travail)
Contrôle visuel après travaux de désamiantage (Norme NFX 46-021)
Diagnostic de conformité des installations électriques de l'espace dédié au télétravail
Diagnostic plomb après travaux

La garantie du contrat porte exclusivement :

- Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,
- Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation

Période de validité : du 01/01/2023 au 30/09/2023.

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuille d'adhésion 808109411), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

WWW.DIAGTIS.COM

Tel 09 72 36 90 00
2 rue Grignan 13001 Marseille
Service Réclamation : contact@diagtis.com - 2 rue Grignan 13001 Marseille 09 72 36 90 00
SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 253 982 - Immatriculation GRIAS 07 026 627 www.annuaire.fr - Sous le contrôle de l'ACPR
Autorité de contrôle Prudentiel et Résolution - 61 rue Talbot 75009 Paris

ND : 6559

NR : 6559_CRZ_LOT06

17/05/2023

Page 4 / 4

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE – 01 78 98 88 14 – contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 – CODE APE 7120B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

48 Rue de Bassano
75008 Paris

Appartement de type T3
1^{er} étage - Porte gauche

Lot N°06

DPE

Diagnostic de performance énergétique (logement)

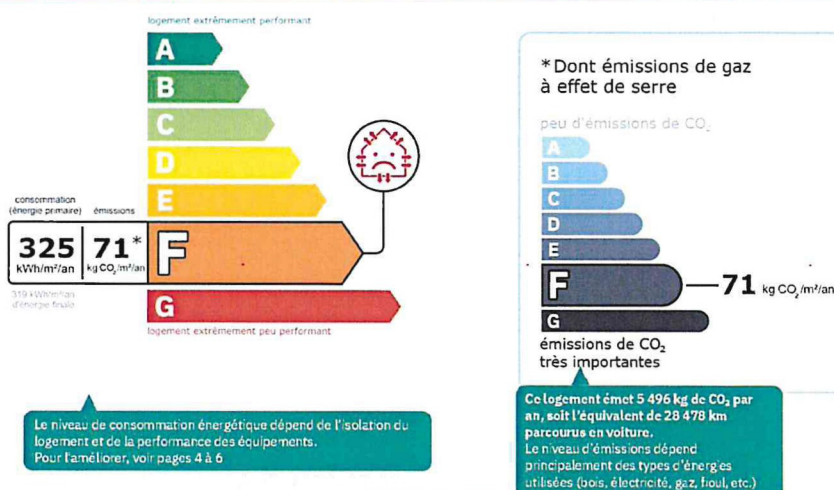
N°ADEME : 2375E1803416D
Etabli le : 01/06/2023
Valable jusqu'au : 31/05/2033

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

Adresse : **48 Rue de Bassano**
75008 Paris
Etage : **1er étage gauche, N° de lot: 06**
Type de bien : **Appartement**
Année de construction : **1958**
Surface habitable : **76.45 m²**

Propriétaire : **NON COMMUNIQUE C/O SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE**
Adresse : **48 Rue de Bassano 75008 Paris**

Performance énergétique et climatique



Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.



Entre **1 320 €** et **1 830 €** par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ? Voir p.3

Informations diagnostiqueur

DIAGTIS
63, rue de Bitche
92400 COURBEVOIE
tel : 01.78.98.88.14

Diagnosticteur : **Gabriel PEROU**
Email : **contact@diagtis.com**
N° de certification : **17-926**
Organisme de certification : **ABCIDIA Certification**



WWW.DIAGTIS.COM

ND : 6559

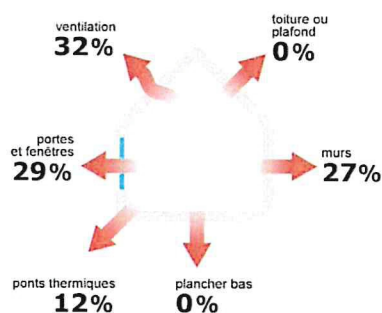
NR : 6559_DPE_LOT06

17/05/2023

Page 1 / 14

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 - CODE APE 7120B - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation



INSUFFISANTE

MOYENNE

BONNE

TRÈS BONNE

Système de ventilation en place



Ventilation naturelle par conduit

Confort d'été (hors climatisation)*



INSUFFISANT

MOYEN

BON

Pour améliorer le confort d'été :



Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.

Diverses solutions existent :



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



géothermie












réseau de chaleur ou de froid vertueux



chauffage au bois

Montants et consommations annuels d'énergie

Usage		Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	Répartition des dépenses
 chauffage	 Gaz Naturel	19 493 (19 493 é.f.)	entre 1 030 € et 1 400 €	77 %
 eau chaude	 Gaz Naturel	4 619 (4 619 é.f.)	entre 240 € et 340 €	18 %
 refroidissement				0 %
 éclairage	 Electrique	332 (144 é.f.)	entre 30 € et 50 €	3 %
 auxiliaires	 Electrique	461 (201 é.f.)	entre 20 € et 40 €	2 %
Énergie totale pour les usages recensés :		24 906 kWh (24 457 kWh é.f.)	entre 1 320 € et 1 830 € par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 114ℓ par jour.

é.f. → énergie finale

* Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C c'est -18% sur votre facture **soit -259€ par an**

Astuces

- Diminuez le chauffage quand ...vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17° la nuit.



Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

Astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



Consommation recommandée → 114ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

46ℓ consommés en moins par jour, c'est -20% sur votre facture **soit -73€ par an**

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (2-3 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

Astuces

- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.







En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : www.faire.gouv.fr/reduire-ses-factures-energie






DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

Vue d'ensemble du logement





	Description	Isolation
 Murs	Mur en pierre de taille et moellons constitué d'un seul matériaux ou inconnu d'épaisseur 45 cm non isolé donnant sur l'extérieur Mur en pierre de taille et moellons constitué d'un seul matériaux ou inconnu d'épaisseur 25 cm non isolé donnant sur l'extérieur	insuffisante
 Plancher bas	Plancher avec ou sans remplissage donnant sur un local chauffé	Sans objet
 Toiture/plafond	Plafond structure inconnu (sous terrasse) donnant sur un local chauffé	Sans objet
 Portes et fenêtres	Portes-fenêtres battantes métal sans rupture de ponts thermiques, simple vitrage Fenêtres battantes métal sans rupture de ponts thermiques, simple vitrage Fenêtres battantes bois, simple vitrage Fenêtres oscillo-battantes pvc, double vitrage	insuffisante

Vue d'ensemble des équipements

	Description
 Chauffage	Chaudière collective gaz classique installée avant 1981 avec équipement d'intermittence central collectif. Emetteur(s): radiateur bitube sans robinet thermostatique
 Eau chaude sanitaire	Combiné au système de chauffage
 Climatisation	Néant
 Ventilation	Ventilation naturelle par conduit
 Pilotage	Avec intermittence centrale collectif

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

	Type d'entretien
 Eclairage	Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.
 Isolation	Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.
 Radiateur	Laisser les robinets thermostatiques en position ouverte en fin de saison de chauffe. Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur. Purger les radiateurs s'il y a de l'air.
 Ventilation	Nettoyer régulièrement les bouches. Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement

Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 1 de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack 2 d'aller vers un logement très performant.







Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux 1 + 2 ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack 1 avant le pack 2). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1

Les travaux essentiels




Montant estimé : 4000 à 6000€

Lot	Description	Performance recommandée
 Mur	Isolation des murs par l'intérieur. Avant d'isoler un mur, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité.	$R > 4,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$
 Portes et fenêtres	Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée. ▲ Travaux à réaliser en lien avec la copropriété ▲ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	$U_w = 1,3 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$, $S_w = 0,42$
 Chauffage	Mettre à jour le système d'intermittence / régulation (programmeur, robinets thermostatique, isolation réseau)	
 Eau chaude sanitaire	Système actualisé en même temps que le chauffage ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	

2

Les travaux à envisager

Montant estimé : 12400 à 18600€

Lot	Description	Performance recommandée
 Portes et fenêtres	Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée. ▲ Travaux à réaliser en lien avec la copropriété ▲ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	$U_w = 1,3 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$, $S_w = 0,42$
 Chauffage	Remplacer la chaudière actuelle par une chaudière gaz à condensation. ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	Rendement PCS = 92%
 Eau chaude sanitaire	Système actualisé en même temps que le chauffage Mettre en place un système Solaire ▲ Travaux à réaliser par la copropriété	Rendement PCS = 92%

Commentaires :

Les calculs de l'évolution de la performance énergétique établis sur la base des recommandations de travaux mentionnées ci-dessus (bouquet 1 et bouquet 2), ne tiennent pas compte d'une éventuelle modification de la surface habitable du bien.

Le nouveau moteur de calcul, fourni par les pouvoirs publics et mis en œuvre par les éditeurs de logiciel, pour la réalisation du DPE V3, est d'application obligatoire depuis le 1er juillet 2021. Une mise à jour majeure est applicable depuis le 1er novembre 2021 et fait suite à l'arrêté du 8 octobre 2021 modifiant la méthode de calcul et les modalités d'établissement du diagnostic de performance énergétique.

Le diagnostiqueur n'a aucune possibilité d'intervenir sur les calculs réalisés via les algorithmes du logiciel, qui peuvent être imprécis ou erronés, et en conséquence décline toute responsabilité s'agissant des étiquettes et des estimations.

Le présent calcul a en outre été établi sur la base des caractéristiques des matériaux, éléments et équipements visibles et accessibles au jour de la visite sans sondage destructif ni démontage lourd.

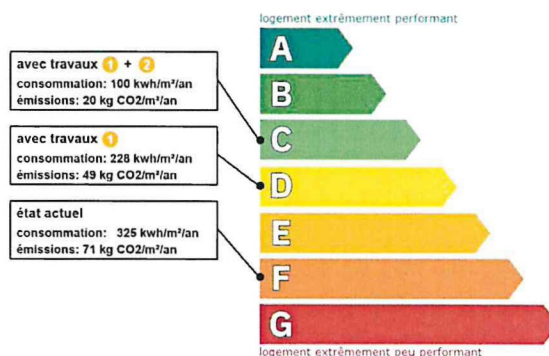
Conformément à la législation en vigueur, en l'absence de justificatifs des caractéristiques techniques des matériaux, éléments et équipements non visibles et non accessibles au jour de notre visite, des valeurs par défaut ont pu être renseignées pour les besoins du présent calcul. Les valeurs ainsi obtenues sont donc susceptibles d'être majorées, ou minorées, par rapport à la réalité.

Le présent calcul est basé sur un usage et une occupation standards du bien et de ses équipements. Les habitudes et usages des occupants peuvent donc conduire à une consommation énergétique réelle différente.

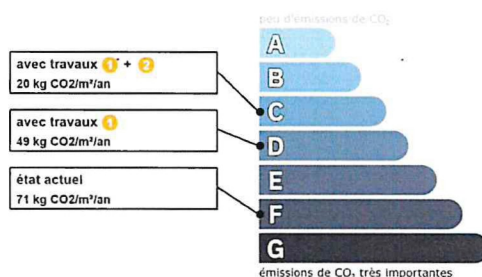
ND : 6559	NR : 6559_DPE_LOT06	17/05/2023	Page 6 / 14
-----------	---------------------	------------	-------------

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



FAIRE
TOUT FAIRE NA RÉSOUT

Préparez votre projet !

Contactez le conseiller FAIRE le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

www.faire.fr/trouver-un-conseiller
ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

www.faire.fr/aides-de-financement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Énergie
Solidarité
Citoyenneté



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique. À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des « passoires énergétiques » d'ici 2028.

DPE / ANNEXES

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Référence du logiciel valide : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur TribuEnergie: 1.4.25.1]**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Référence du DPE : **6559**

Site Internet

Invariant fiscal du logement : **Non communiqué**

Référence de la parcelle cadastrale : **Section cadastrale AS01, Parcelle(s) n° 45**

Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**

Numéro d'immatriculation de la copropriété : **Non communiqué**

Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Les consommations de ce DPE sont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard et également les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. Ce DPE utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Energie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, ce DPE a été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.

Généralités

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Département	Observé / mesuré	75 Paris
Altitude	Donnée en ligne	52 m
Type de bien	Observé / mesuré	Appartement
Année de construction	Document fourni	1958
Surface habitable du logement	Observé / mesuré	76,45 m²
Surface habitable de l'immeuble	Observé / mesuré	2466 m² (estimée à partir des tantièmes de copropriété)
Nombre de niveaux du logement	Observé / mesuré	1
Hauteur moyenne sous plafond	Observé / mesuré	2,7 m

Enveloppe

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Mur 1 Ouest	Surface du mur	Observé / mesuré 16,19 m²
	Type de local adjacent	Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	Observé / mesuré Mur en pierre de taille et moellons constitué d'un seul matériaux ou inconnu
	Epaisseur mur	Observé / mesuré 45 cm
	Isolation	Observé / mesuré non
Mur 2 Est	Surface du mur	Observé / mesuré 7,33 m²
	Type de local adjacent	Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	Observé / mesuré Mur en pierre de taille et moellons constitué d'un seul matériaux ou inconnu
	Epaisseur mur	Observé / mesuré 25 cm
	Isolation	Observé / mesuré non
Plancher	Surface de plancher bas	Observé / mesuré 76,45 m²
	Type de local adjacent	Observé / mesuré un local chauffé
	Type de pb	Observé / mesuré Plancher avec ou sans remplissage
	Isolation: oui / non / inconnue	Observé / mesuré inconnue
	Année de construction/rénovation	Valeur par défaut 1958
Plafond	Surface de plancher haut	Observé / mesuré 76,45 m²
	Type de local adjacent	Observé / mesuré un local chauffé
	Type de ph	Observé / mesuré Plafond structure inconnu (sous terrasse)
	Isolation	Observé / mesuré inconnue

WWW.DIAGTIS.COM

ND : 6559

NR : 6559_DPE_LOT06

17/05/2023

Page 8 / 14

	Année de construction/rénovation	✗	Valeur par défaut	1958
Fenêtre 1 Ouest	Surface de baies	⌋	Observé / mesuré	1.75 m²
	Placement	⌋	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest
	Orientation des baies	⌋	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	⌋	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⌋	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	⌋	Observé / mesuré	Métal sans rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	⌋	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	⌋	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⌋	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	⌋	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	⌋	Observé / mesuré	Masque non homogène
	Hauteur a (°)	⌋	Observé / mesuré	30 - 60°, 30 - 60°, 30 - 60°, 15 - 30°
Fenêtre 2 Ouest	Surface de baies	⌋	Observé / mesuré	2.47 m²
	Placement	⌋	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest
	Orientation des baies	⌋	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	⌋	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⌋	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	⌋	Observé / mesuré	Métal sans rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	⌋	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	⌋	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⌋	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	⌋	Observé / mesuré	Volets roulants bois (tablier > 12mm)
	Type de masques proches	⌋	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	⌋	Observé / mesuré	Masque non homogène
Fenêtre 3 Est	Surface de baies	⌋	Observé / mesuré	1.49 m²
	Placement	⌋	Observé / mesuré	Mur 2 Est
	Orientation des baies	⌋	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	⌋	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⌋	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	⌋	Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	⌋	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	⌋	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⌋	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	⌋	Observé / mesuré	Baie masquée par une paroi latérale au Sud
	Type de masques lointains	⌋	Observé / mesuré	Masque homogène
	Hauteur a (°)	⌋	Observé / mesuré	60 - 90°
Fenêtre 4 Est	Surface de baies	⌋	Observé / mesuré	0.6 m²
	Placement	⌋	Observé / mesuré	Mur 2 Est
	Orientation des baies	⌋	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	⌋	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⌋	Observé / mesuré	Fenêtres oscillo-battantes
	Type menuiserie	⌋	Observé / mesuré	PVC
	Type de vitrage	⌋	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	⌋	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	⌋	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	⌋	Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	⌋	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⌋	Observé / mesuré	Lp: 10 cm
	Type de masques proches	⌋	Observé / mesuré	Baie masquée par une paroi latérale au Sud
	Type de masques lointains	⌋	Observé / mesuré	Masque homogène

Fenêtre Ouest	Hauteur a (*)	⌒	Observé / mesuré	60 - 90°
	Surface de baies	⌒	Observé / mesuré	5.75 m²
	Placement	⌒	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest
	Orientation des baies	⌒	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	⌒	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⌒	Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes
	Type menuiserie	⌒	Observé / mesuré	Métal sans rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	⌒	Observé / mesuré	simple vitrage
	Positionnement de la menuiserie	⌒	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⌒	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	⌒	Observé / mesuré	Volets roulants bois (tablier > 12mm)
	Type de masques proches	⌒	Observé / mesuré	Baie en fond de balcon
	Avancée l (profondeur des masques proches)	⌒	Observé / mesuré	< 1m
	Type de masques lointains	⌒	Observé / mesuré	Masque non homogène
Pont Thermique 1	Hauteur a (*)	⌒	Observé / mesuré	30 - 60°, 30 - 60°, 30 - 60°, 15 - 30°
	Type de pont thermique	⌒	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Fenêtre Ouest
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé
	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	7.1 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌒	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Pont Thermique 2	Position menuiseries	⌒	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	⌒	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Fenêtre 1 Ouest
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé
	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	5.3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌒	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Pont Thermique 3	Position menuiseries	⌒	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	⌒	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Fenêtre 2 Ouest
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé
	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	6.3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌒	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Pont Thermique 4	Position menuiseries	⌒	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	⌒	Observé / mesuré	Mur 2 Est / Fenêtre 3 Est
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé
	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	4.9 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌒	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Pont Thermique 5	Position menuiseries	⌒	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	⌒	Observé / mesuré	Mur 2 Est / Fenêtre 4 Est
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé
	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	3.1 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌒	Observé / mesuré	Lp: 10 cm
Pont Thermique 6	Position menuiseries	⌒	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type PT	⌒	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Plafond
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé / inconnue
Pont Thermique 7	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	9.7 m
	Type PT	⌒	Observé / mesuré	Mur 1 Ouest / Refend
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé / non isolé
Pont Thermique 8	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	5.4 m
	Type PT	⌒	Observé / mesuré	Mur 2 Est / Plafond
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé / inconnue
Pont Thermique 9	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	3.5 m
	Type PT	⌒	Observé / mesuré	Mur 2 Est / Refend
	Type isolation	⌒	Observé / mesuré	non isolé / non isolé
	Longueur du PT	⌒	Observé / mesuré	5 m

ND : 6559

NR : 6559_DPE_LOT06

17/05/2023

Page 10 / 14

Systèmes

Donnée d'entrée		Origine de la donnée	Valeur renseignée
Ventilation	Type de ventilation	⊖ Observé / mesuré	Ventilation naturelle par conduit
	Façades exposées	⊖ Observé / mesuré	plusieurs
	Logement Traversant	⊖ Observé / mesuré	non
Chauffage	Type d'installation de chauffage	⊖ Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Surface chauffée	⊖ Observé / mesuré	76,45 m²
	Nombre de niveaux desservis	⊖ Observé / mesuré	1
	Type générateur	⊖ Observé / mesuré	Gaz Naturel - Chaudière gaz classique installée avant 1981
	Année installation générateur	✗ Valeur par défaut	1958
	Energie utilisée	⊖ Observé / mesuré	Gaz Naturel
	Cper (présence d'une ventouse)	⊖ Observé / mesuré	non
	Présence d'une veilleuse	✗ Valeur par défaut pénalisante	oui
	Chaudière murale	⊖ Observé / mesuré	non
	Présence d'une régulation/Ajust, T° Fonctionnement	⊖ Observé / mesuré	non
	Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion	⊖ Observé / mesuré	non
	Type émetteur	⊖ Observé / mesuré	Radiateur bitube sans robinet thermostatique
	Température de distribution	⊖ Observé / mesuré	supérieur à 65°C
	Année installation émetteur	⊖ Observé / mesuré	Inconnue
	Type de chauffage	⊖ Observé / mesuré	central
	Équipement d'intermittence	⊖ Observé / mesuré	Avec intermittence centrale collectif
	Présence comptage	⊖ Observé / mesuré	0
Eau chaude sanitaire	Nombre de niveaux desservis	⊖ Observé / mesuré	1
	Type générateur	⊖ Observé / mesuré	Gaz Naturel - Chaudière gaz classique installée avant 1981
	Année installation générateur	✗ Valeur par défaut	1958
	Energie utilisée	⊖ Observé / mesuré	Gaz Naturel
	Type production ECS	⊖ Observé / mesuré	Chauffage et ECS
	Présence d'une veilleuse	⊖ Observé / mesuré	oui
	Chaudière murale	⊖ Observé / mesuré	non
	Présence d'une régulation/Ajust, T° Fonctionnement	⊖ Observé / mesuré	non
	Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion	⊖ Observé / mesuré	non
	Type de distribution	⊖ Observé / mesuré	Réseau collectif isolé bouclé sans traspas, majorité des logements avec pièces alimentées non contiguës
	Bouclage pour ECS	✗ Valeur par défaut pénalisante	oui
	Type de production	⊖ Observé / mesuré	instantanée

Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêtés du 16 mars 2023 décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Notes : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ABCIDIA Certification Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011 - 102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse (détail sur www.info-certif.fr)

Informations société : DIAGTIS 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE

Tél. : 01.78.98.88.14 - N°SIREN : 503767162 - Compagnie d'assurance : CABINET CONDORCET n° 86517808/808109411

ND : 6559

NR : 6559_DPE_LOT06

17/05/2023

Page 11 / 14

ANNEXE 1 : ATTESTATION D'ASSURANCE



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 Rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société DIAGTIS
21 place de la République
75003 PARIS 3EME ARRONDISSEMENT
Siret n°503 671 200 38

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N° 86517808/808109411.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Diagnostic amiante avant-vente et avant location
Dossier technique amiante (DTA)
Diagnostic amiante dans les parties privatives (DAPP)
Diagnostic Exposition au plomb (CREP)
Diagnostic de l'état des installations de gaz uniquement dans le cadre du DDT
Diagnostic termites
Diagnostic de performance énergétique (DPE) et audit énergétique réalisé dans le cadre du DPE et à l'occasion de la vente d'une maison ou d'un immeuble en monopropriété étiqueté F ou G conformément à la loi N° 2021-1104 du 22/08/2021 Climat et Résilience
Diagnostic Etat des risques et pollutions (ERP)
Diagnostic Millimètres de copropriété et tantisme de charges de copropriété
Diagnostic Loi Carrez
Diagnostic surface habitable Loi Boutin
Diagnostic Etats des lieux localités
Certificat de norme d'habitabilité dans le cadre de l'obtention d'un prêt conventionné et/ou d'un prêt à taux zéro
Diagnostic état de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DTT)
Certificat de décence (loi SRU 2000-1208 SRU du 13/12/2000)

Diagnostic Technique Global des immeubles relevant du statut de la copropriété (article L.731-1 du Code de la Construction et de l'Habitation)
Information sur la présence d'un risque de mûres seulement dans le cadre du DDT (Dossier de Diagnostic Technique) et uniquement dans les zones où les préfectures ont pris un arrêté en ce sens.
Calcul de la surface du plancher
Diagnostic amiante avant travaux/démolition sans préconisation de travaux NF X46-020 (articles R4412-140 à R4412-142 du Code du travail – article R1334-27 CSP – arrêté du 26 juin 2013)
Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA)
Diagnostic recherche de plomb avant travaux /démolition (art R1334-12 et R1334-8 du CSP – Article R4412 du Code du travail)
Contrôle visuel après travaux de désamiantage (Norme NFX 46-021)
Diagnostic de conformité des installations électriques de l'espace dédié au télétravail
Diagnostic plomb après travaux

La garantie du contrat porte exclusivement :

- Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,
- Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation

Période de validité : du 01/01/2023 au 30/09/2023.

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuillelet d'adhésion 808109411), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

WWW.DIAGTIS.COM

Tél 09 72 36 90 00
2 rue Grignan 13001 Marseille

Service Reclamation : contact@cabinetcondorcet.com - 2 rue Grignan 13001 Marseille 09 72 36 90 00
SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 253 982 - Immatriculation ORIAS 07 026 627 sous cnao.fr - Sous le contrôle de l'ACPR
Autorité de contrôle Prudentiel et Résolution: 61 rue Talbott 75009 Paris

ND : 6559

NR : 6559_DPE_LOT06

17/05/2023

Page 12 / 14

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE – 01 78 98 88 14 – contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 – CODE APE 7120B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ANNEXE 2 : ATTESTATION DE COMPETENCES



La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

PEROU Gabriel
sous le numéro 17-926

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante sans mention <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 23/12/2022	Validité : 22/12/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante avec mention <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 23/12/2022	Validité : 22/12/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE individuel <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 24/06/2022	Validité : 23/06/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE Tous types de bâtiments <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 24/06/2022	Validité : 23/06/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	Gaz <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 23/05/2022	Validité : 22/05/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	CREP <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 14/03/2022	Validité : 13/03/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	Termites Métropole Zone d'intervention : France métropolitaine <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 08/04/2022	Validité : 07/04/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	Electricité <small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>	Prise d'effet : 14/03/2022	Validité : 13/03/2029

17-926 - v7 - 23/12/2022



Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION, 63 rue de Bitche 92400 COURBEVOIE - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com

TVA n° FR243000000 - SIRET n° 924000000000000 - RCS PARIS 924000000

ABRÈS : 17-926 - v7 - 23/12/2022

WWW.DIAGTIS.COM

ND : 6559

NR : 6559_DPE_LOT06

17/05/2023

Page 13 / 14

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 - CODE APE 7120B - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ANNEXE 3 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR



Je soussigné, Victor PERCEPIED, représentant de la société DIAGTIS, atteste sur l'honneur que la société répond aux conditions de compétences, de garantie et d'assurance prévus au L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

En outre, la société DIAGTIS atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoit, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. Les prestations réalisées par DIAGTIS le sont en totale indépendance et impartialité ;

La société DIAGTIS a souscrit une assurance dont le montant de la garantie n'est pas inférieur à 300.000 euros par sinistre et 500.000 euros par année d'assurance, auprès du cabinet CONDORCET, sous le numéro de Police 86517808/808109411.

La société DIAGTIS dispose des compétences requises pour effectuer les diagnostics convenus ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires ;

FAIT À COURBEVOIE, LE 17/05/2023

VICTOR PERCEPIED
Représentant légal



ÉTAT RELATIF À LA PRESENCE DE TERMITES

48 Rue de Bassano
75008 Paris

Appartement de type T3
1^{er} étage - Porte gauche

Lots N°06 & 05

Ce document contient 012 pages

	RAPPORT D'ÉTAT DU BÂTIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES		Rapport n° 6559_TER_LOT06
	Ce rapport ne peut être reproduit ou utilisé que dans son intégralité.		Établi le 17/05/2023
			12 Pages

A. DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS	Adresse du bien	48 Rue de Bassano			
	Code postal	75008	Ville	Paris	
	Nature des locaux	Appartement de type T3 à usage d'habitation (Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation)			
	Bâtiment	-	Escalier	-	
	Etage	1 ^{er} étage	Porte	gauche	
			Nombre de niveau(x)	2	
	Lot(s) RCP Principal	06	Lot(s) RCP second. (Cave)	05	Lot(s) RCP second. (Parking)
Arrêté préfectoral	Au regard de l'article L133-5 du CCH, situation du bien au regard de l'existence éventuelle d'un arrêté préfectoral : sous arrêté préfectoral				
Traitement antérieur	Traitement antérieur contre les termites : Non communiqué				
Présence antérieure	Présence antérieure de termites dans le bâtiment : Non communiqué				
Notice technique	Notice technique fournie (selon R 112-4 du CCH) : Sans objet				

B. DESIGNATION DU CLIENT	Propriétaire	NON COMMUNIQUE C/O SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE		
	Adresse	48 Rue de Bassano 75008 Paris		
	Donneur d'ordre	Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Gestionnaire Propriétaire		
	Nom et prénom	Monsieur SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE		
	Adresse	16 rue de Vignon 75009 Paris		

C. DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC	Nom et prénom	Gabriel PEROU		
	Raison sociale de l'entreprise	DIAGTIS		
	Adresse	63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE		
	Numéro SIRET	50376716200061		
	Compagnie d'assurance	CABINET CONDORCET		
	Numéro de police	86517808/808109411	Date de validité	31/12/2023
	Certificat de compétences	N°17-926	Délivrée par	ABCIDIA Certification
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ABCIDIA Certification - 102, route de Limours 78470 SAINT-REMY-LÈS-CHEVREUSE				

D. MISSION DE REPERAGE	Date(s) de visite	17/05/2023	Date de commande	24/04/2023
	Référentiel	<ul style="list-style-type: none"> Norme NF P 03-201 de Février 2016. Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification Décret n° 2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation. Arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 133-5, L. 133-6, L. 271-4 à L. 271-6, R. 133-1, R. 133-3 et R. 133-7 Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 (Articles R 133-1 à R 133-7 et R 271-1 à R 271-3 du code de la Construction et de l'habitation), Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction Décret n°2006-1653 du 21 décembre 2006 relatif aux durées de validité des documents constituant le dossier de diagnostic technique et modifiant le code de la construction et de l'habitation. 		
	Modalités	Examen visuel des parties visibles et accessibles - Sondages mécaniques des bois visibles et accessibles.		

WWW.DIAGTIS.COM

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 1 / 12
-----------	---------------------	------------	-------------

E. IDENTIFICATION DES BATIMENTS OU DES PARTIES DE BATIMENTS VISITES (IDENTIFICATION DES ELEMENTS INFESTES PAR LES TERMITES OU AYANT ETE INFESTES ET DE CEUX QUI NE LE SONT PAS)

BATIMENTS et parties de bâtiments visités	OUVRAGES, parties d'ouvrages et éléments examinés	RESULTAT du diagnostic d'infestation	Observations
1er étage - 06 - Entrée	Murs : Peinture huilée sur Plâtre	Absence d'indices	
	Sol : Parquet bois	Absence d'indices	
	Plafond : Peinture sur Placoplâtre	Absence d'indices	
	bâti porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Plinthe : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
1er étage - 06 - Séjour	Murs : Peinture huilée sur Plâtre	Absence d'indices	
	Sol : Parquet bois	Absence d'indices	
	Plafond : Peinture sur Placoplâtre	Absence d'indices	
	bâti porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Ouvrant fenêtre : Peinture sur Métal	Absence d'indices	
	Dormant fenêtre : Peinture sur Métal	Absence d'indices	
	Plinthe : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Volets : Vernis sur Bois	Absence d'indices	
1er étage - 06 - Dégagement	Murs : Peinture sur Plâtre	Absence d'indices	
	Sol : Parquet bois	Absence d'indices	
	Plafond : Peinture sur Placoplâtre	Absence d'indices	
	bâti porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Plinthe : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
1er étage - 06 - Salle d'eau	Murs : Faïence sur Plâtre	Absence d'indices	
	Sol : Carrelage	Absence d'indices	
	Plafond : Peinture sur Placoplâtre	Absence d'indices	
	bâti porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Ouvrant fenêtre : PVC	Absence d'indices	
1er étage - 06 - Chambre 1	Dormant fenêtre : PVC	Absence d'indices	
	Murs : Peinture sur Plâtre	Absence d'indices	
	Sol : Parquet bois flottant	Absence d'indices	
	Plafond : Peinture sur Placoplâtre	Absence d'indices	
	bâti porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Ouvrant fenêtre : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Dormant fenêtre : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Plinthe : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
1er étage - 06 - Chambre 2	Murs : Peinture sur Plâtre	Absence d'indices	
	Sol : Parquet bois	Absence d'indices	
	Plafond : Peinture sur Placoplâtre	Absence d'indices	
	bâti porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Ouvrant fenêtre : Peinture sur Métal	Absence d'indices	
	Dormant fenêtre : Peinture sur Métal	Absence d'indices	
	Plinthe : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Volets : Vernis sur Bois	Absence d'indices	
1er étage - 06 - Balcon	Murs : Pierre	Absence d'indices	
	Sol : Plancher béton	Absence d'indices	
	Plafond : Enduit sur Béton	Absence d'indices	
	Ouvrant fenêtre : Peinture sur Métal	Absence d'indices	
	Dormant fenêtre : Peinture sur Métal	Absence d'indices	
	Volets : Vernis sur Bois	Absence d'indices	
1er étage - 06 - Cuisine	Murs : Peinture + crédence sur Plâtre	Absence d'indices	
	Sol : Carrelage	Absence d'indices	
	Plafond : Peinture sur Placoplâtre	Absence d'indices	
	bâti porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
	Porte : Peinture sur Bois	Absence d'indices	
S/SOL - 05 - Cave N°05	Plinthe : Carrelage	Absence d'indices	
	Murs : Enduit ciment sur Brique	Absence d'indices	
	Sol : Plancher béton	Absence d'indices	
	Plafond : Entrevous béton et brique	Absence d'indices	
	bâti porte : Bois brut	Absence d'indices	
	Porte : Bois brut	Absence d'indices	

(a) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(b) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes.

(c) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

* Absence d'indice = absence d'indice d'infestation de termites.

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 2 / 12
-----------	---------------------	------------	-------------

F. IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE VISITES ET JUSTIFICATION

Local - zone	Niveau	Justification
NEANT		

G. IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES ET JUSTIFICATION

Désignation	Éléments	Justificatif
Cuisine, Salle d'eau	Matériaux, produits, équipements, murs et sols sous et derrière mobilier	Meubles fixés
Entrée, Séjour, Chambres, Cuisine	Matériaux, produits, équipements, murs et sols sous et derrière mobilier	Mobilier lourd, locaux occupés et aménagés
Séjour, Chambre 2, Cuisine	Espaces sous coffrages	Coffrages non amovibles
Ensemble du bien selon présence	Vides de doublages plafonds	Pas de trappe de visite
Salle d'eau	Espace sous bac de douche	Pas de trappe de visite

EN OUTRE, LE PRESENT « ETAT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES » AYANT ETE REALISE SUR LES PARTIES VISIBLES ET ACCESSIBLES, LES ELEMENTS SUIVANTS N'ONT PAS ETE EXAMINES (EXAMENS DESTRUCTIFS) :

- Eléments sous coffrage non démontable
- Eléments encoffrés et/ou doublés, vides de doublages
- Gânes techniques non accessibles (sans trappe d'accès)
- Eléments sous faux plafond non démontable
- Encastrements des menuiseries
- Faces arrière des éléments fixés (plinthes, parements...)
- Encastrements des éléments structurels en bois
- Eléments structurels sous parquets
- Intérieur des coffrets de volets roulants
- Eléments structurels constitutifs des planchers bas et haut
- Lattis sous plâtrerie
- Eléments sous parquet flottant et revêtements collés

H. MOYENS D'INVESTIGATIONS UTILISES

L'investigation consiste à faire un examen le plus complet possible de la situation du bâtiment désigné par le client sur le contrat de mission vis à vis des termites. Suite à l'investigation sur le bâtiment, l'opérateur signale au paragraphe « constatations diverses » du présent rapport la présence des éventuels indices d'agents de dégradation biologique du bois autres que les termites.

L'opérateur réalisant l'état relatif à la présence de termites doit inspecter le périmètre externe du bâtiment (dans sa totalité ou partiellement en fonction de la nature des obstacles techniques) sur une zone de 10 mètres de distance dans la limite de la propriété par rapport à l'emprise du bâtiment. La recherche porte sur les termites souterrains, termites de bois sec et termites arboricoles.

La visite est réalisée par inspection visuelle, par sondage systématique des bois visibles et accessibles à l'aide d'un poinçon, d'une lampe halogène 9 volts, d'une loupe, d'un humidimètre dans les parties accessibles, visibles et susceptibles d'être démontées sans outils. Un ciseau à bois et une échelle peuvent être utilisés en cas de nécessité.

Documents (remis ou non) : non

I. CONDITIONS DU REPERAGE

Un examen de l'ensemble des lots objets du présent « état relatif à la présence de termites dans le bâtiment » a été effectué tel que décrit ci-dessus.

Aucune inspection n'a été faite dans des endroits qui demandent la démolition, le démantèlement ou enlèvement de tous objets, parmi lesquels entre autres : revêtements de sols collés, revêtements muraux, marchandises, plafonds, isolations, sols et ni aux endroits obstrués ou inaccessibles physiquement.

Le présent « état relatif à la présence de termites dans le bâtiment » ne portant que sur les parties privatives objets des présentes, la clause d'exonération de garantie pour vice caché prévue à l'article 1643 du Code Civil, si le vice caché est constitué par la présence de termites, ne pourra être stipulée que pour les parties privatives visitées.

Seul « l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment » des parties communes de l'immeuble, annexé à l'acte authentique constatant la réalisation de la vente, permettra de stipuler la clause d'exonération pour vice caché pour les parties communes.

Ce document a été établi sous réserve de l'exactitude des informations communiquées par les demandeurs.

Le présent « état relatif à la présence de termites dans le bâtiment » n'a de valeur que pour le jour de la visite figurant en page 1/7 du présent document et sa durée d'utilisation est de 6 mois après cette date.

Toutes observations ou contestations sur le présent « état relatif à la présence de termites dans le bâtiment », doivent être adressées par lettre recommandée au siège social de la société DIAGTIS dans un délai de 10 jours à compter de la date de la visite initiale.

WWW.DIAGTIS.COM

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 3 / 12
-----------	---------------------	------------	-------------

J. CONSTATATIONS DIVERSES

Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature et le nombre. Cependant, la situation de ces autres agents sera indiquée au regard des parties de bâtiment concernées.

Local / Zone	Niveau	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés	Observations
NEANT			

NOTE 1 : Si le donneur d'ordre le souhaite il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200.

Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission. L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

NOTE 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L 133-4 et R 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

NOTE 3 : Conformément à l'article L271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

NOTE 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : ABCIDIA Certification. Adresse de l'organisme certificateur : 102, route de Limours 78470 SAINT-REMY-LÈS-CHEVREUSE

Pour information : Article L 133-5 du CCH : "Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie."

Note 5 : Le modèle de rapport est défini par l'Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites.

Effectuée le : 17/05/2023
Heure d'arrivée : 14 : 00
Heure de départ : 18 : 00

Fait à COURBEVOIE, le 17/05/2023

Nom et prénom de l'opérateur : Gabriel PEROU



Date limite d'utilisation du diagnostic : 16/11/2023

WWW.DIAGTIS.COM

La société DIAGTIS atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoit, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 4 / 12
-----------	---------------------	------------	-------------

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE – 01 78 98 88 14 – contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 – CODE APE 7120B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ANNEXE 1 : CONTRAT DE MISSION



SIEGE SOCIAL : 21 Place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE
Tél : +33 (0)1 78 98 88 14 / diagnostics@diagtis.com
www.diagtis.com

LETRE DE MISSION N°20230329

SCP ROBERT - HEURTEL - PETITE
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
À l'attention de Maître OBÉ
16, rue Vignon 75009 PARIS

PROPRIÉTAIRE

NON COMMUNIQUÉ C/O SCP Mayeul ROBERT -
Etienne HEURTEL - Christophe PETITE
16, rue Vignon
75009 PARIS

DONNEUR D'ORDRE

Qualité : Huissier de Justice Contact : Maître OBÉ Samuel
Téléphone : 01 40 06 08 98
E-mail : so@etuderobert.com

DÉSIGNATION DU BIEN

Adresse / Cadastre
48, rue de Bassano & 15, rue de Magellan
75008 PARIS
Section cadastrale : A5
Parcelle : 45

Lot(s) de copropriété

Appartement T3 - Lot 6
Cave n°5 au Sous-sol

Localisation

Nombre de niveaux : 1
Étage : 1^{er} étage
Porte : Gauche

DESCRIPTIF

Construction / Type

Caractéristiques

Superficie : Non communiquée (<80m²)
Mode de chauffage : Non communiqué

Cadre de l'intervention

Vente ☒
Location ☐
Avant travaux ☐

Date de construction : 1958
Immeuble collectif à usage mixte habitation & tertiaire
Type du bâtiment : Immeuble collectif

DÉSIGNATION DE LA MISSION

La SCP Mayeul ROBERT - Etienne HEURTEL - Christophe PETITE, représentée par Maître Samuel OBÉ, confie à DIAGTIS la réalisation de diagnostics techniques réglementaires sur le bien susmentionné. La demande porte sur les prestations suivantes :

TARIFICATION PRESTATIONS & LIVRABLES

BUDGET HT

- ATTESTATION DE SUPERFICIE (LOI CARREZI)
- REPERAGE AMIANTE AVANT VENTE / LISTES A & B du C.S.P. - Hors analyses amiante éventuelles en laboratoire
- DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE
- ÉTAT RELATIF À LA PRÉSENCE DE TERMITES
- ÉTAT DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE À USAGE DOMESTIQUE
- ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE DE GAZ*
- ÉTAT DES RISQUES POLLUTIONS

SOUS-TOTAL HT

Remise « PACK » 15%

TOTAL HT

TVA 20.0%

TOTAL TTC

*Sous réserve de présence d'une canalisation de gaz dans l'appartement

**Ce montant pourra être ajusté si la surface réelle du lot diffère de plus de 20m² de la surface estimée

PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (Cf. Conditions de réalisations ci-après)

BUDGET HT

Analyse Amiante META à l'unité par laboratoire accrédité

55.00 € / U

COMMANDE / INTERVENTION

Date de commande : 28/03/2023
Date d'intervention : à définir
Mise à disposition des clés : à définir
Date de livraison prévue : à définir

MODE DE LIVRAISON

Livraison courrier
(* 20 € HT de participation aux frais d'impression et d'expédition)
Livraison au format PDF (Gratuit) par E-mail ou Extranet client
Si le client n'est pas un professionnel, il donne, par la présente, son accord préalable à recevoir une lettre E-mail recommandée électronique

WWW.DIAGTIS.COM

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS : 503767162 - CODE APE 7120B - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

1/5

ND : 6559

NR : 6559_TER_LOT06

17/05/2023

Page 5 / 12

FACTURATION – CONDITIONS ET MODES DE PAIEMENT

SCP ROBERT - HEURTEL - PETITE
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIÉS
16, rue de Vignon 75009 PARIS

Par chèque, le jour de l'intervention ou avant livraison, libellé à l'ordre de DIAGTIS

Par virement bancaire, après intervention et avant livraison

BANQUE CIC – TITULAIRE : SARL DIAGTIS

IBAN : FR76 3006 6100 1400 0102 0460 187 / BIC : CMCIFRPP

Les factures sont réglables à 30 jours

Par carte bancaire en ligne : www.diagtis.com / Nos services / Paiement en ligne

GARANTIES / RESPONSABILITÉS / ASSURANCES

DIAGTIS effectue ses prestations sur la base des documents et informations fournis par le Client et ne saurait être tenu responsable des informations erronées contenues dans ces documents, ni des retards ou absences de transmission de ces documents par le Client. DIAGTIS fournira son attestation d'assurance RCP en cours de validité souscrite auprès de la Compagnie CONDORCEL - Police N°86517808/809109411

CONDITIONS DE RÉALISATION DES DIAGNOSTICS TECHNIQUES**MESURAGE**

Superficie privative certifiée conformément à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, publié le 12 décembre et suivant décret n° 97532 du 23 mai 1997 dite « la CARREZ ». La surface mentionnée sur l'attestation de mesurage délivrée demeurera valable tant que le bien n'aura pas subi de modification substantielle (modification de la structure ou de la disposition des pièces, doublage de cloison ou de mur, suppression ou élévation de cloison...). L'attestation de mesurage livrée ne vaudra que pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous sera communiqué par DIAGTIS qu'à titre indicatif.

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGETIQUE

En préalable à la réalisation des investigations, le Donneur d'Ordre devra fournir tous documents permettant de justifier la réalisation de travaux d'ordre énergétique et de décrire techniquement les systèmes et équipements en place.

Méthodologie : Dans tous les cas, les résultats chiffrés des DPE par lot à usage d'habitation (consommations, montants des dépenses énergétiques...) seront obtenus par calcul au moyen de la méthode conventionnelle JCL DPE 2021, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2021.

Bouquets de travaux : à l'issue des calculs, l'opérateur établira deux bouquets de travaux découlant des investigations sur site, des résultats obtenus et des constituants des bâtiments :

- Un bouquet de travaux avec les actions prioritaires. Dans le cas des passoires énergétiques, ce bouquet devra permettre de sortir de l'état de passoire, et atteindre au minimum la classe énergétique F ;
- Un bouquet de travaux permettant d'atteindre un niveau de logement performant, c'est-à-dire dans la mesure du possible, atteindre la classe A ou B.

Ces bouquets seront également chiffrés et ce chiffrage sera réalisé automatiquement par le logiciel et ne concernera que les bouquets globaux de travaux.

Moyens : Les outils utilisés sont : Télémètres (LEICA), Inclinomètres, Pachomètres, Mètres rubans, Caméras endoscopiques selon les possibilités, appareils photos, boussoles, briquets pour caractériser l'émissivité de la fenêtre. Logiciel utilisé : L'ICIEL DPE.

Références réglementaires

- Directive européenne 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB), mise à jour par la directive 2018/844 du 30/05/18 ;
- Loi 2018-1021 du 23 novembre 2018, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (LEAN) ;
- Loi 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ;
- Décret n° 2020-1609 du 17 décembre 2020 relatif au diagnostic de performance énergétique et à l'affichage des informations relatives à la consommation d'énergie des logements dans les annonces et les baux immobiliers ;
- Décret n° 2020-1610 du 17 décembre 2020 relatif à la durée de validité des diagnostics de performance énergétique ;
- Arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation en France métropolitaine ;
- Arrêté du 31 mars 2021 modifiant diverses dispositions relatives au diagnostic de performance énergétique ;
- Arrêté du 31 mars 2021 relatif aux méthodes et procédures applicables au diagnostic de performance énergétique et aux logiciels l'établissant ;
- Guide DPE Logement « Le Nouveau Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) » – Version 2 – octobre 2021

TERMITES

Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L. 133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation. Les indices d'infestation des agents de dégradation biologique du bois autres que termites sont notés de manière générale pour information. L'ensemble des lots objets de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment doit être visité. Aucune inspection n'est faite dans des endroits qui demandent la démolition, le démantèlement ou enlèvement de tous objets, parmi lesquels entre autres : revêtements de sols collés, revêtements muraux, marchandises, plafonds, isolations, sols et ni aux endroits obstrués ou inaccessibles physiquement. L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment ne porte que sur les parties privatives objets des présentes, la clause d'exonération de garantie pour vice caché prévue à l'article 1643 du Code Civil, si le vice caché est constitué par la présence de termites, ne pourra être stipulée que pour les parties privatives visitées. L'intervention n'a pas pour but d'établir un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a bûchage (enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque). L'objectif étant de signaler l'état déficieux par la présence ou l'absence d'agents de dégradation biologique du bois dans l'immobilier et d'établir un « état relatif à la présence de termites dans le bâtiment ». Le donneur indiquera si la présence antérieure ou actuelle de termites a été constatée dans le bâtiment et/ou ses abords. Il fournira l'historique des traitements et éléments de lutte mis en place contre l'infestation de termites, ainsi que l'historique des travaux de rénovation ou de réhabilitation. Pour les biens dont la date de dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux est postérieure au 1/11/2006, le donneur d'ordre fournira la notice technique relative à l'article R. 112-4 du CCH.

AMIANTE

Le donneur d'ordre fournira les rapports concernant les recherches d'amiante déjà réalisées ainsi que les plans et les documents et informations dont il dispose décrivant les ouvrages, les produits, matériaux et protections physiques mises en place et les éléments d'information nécessaires à l'accès aux différentes parties de l'immeuble bâti en toute sécurité.

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opération d'entretien et de maintenance. Il est basé sur la liste de matériaux et produits mentionnée en annexe du code de la santé publique - Code de la santé publique - articles R. 1334-14 à R. 1334-29 - et annexe 13-9 - listes A et B - du même code.

Dans le cadre de sa mission, DIAGTIS recherche la présence d'amiante suivant les modalités prévues par les arrêtés du 12 décembre 2012 et la norme NF X 46-020, sans travaux destructifs ou risquant de mettre en péril les ouvrages.

Cette recherche s'applique au bien immobilier objet des présentes et se limite au périmètre ci-dessus indiqué.

Les investigations seront menées dans les parties visibles et accessibles sans utilisation d'équipements spécifiques tels que nacelles, échafaudages, équipements spécifiques de sécurité, etc.

L'opérateur de repérage examine en plusieurs phases et de façon exhaustive les différentes parties constituant le bâtiment et détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes. En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante. Prévoir un délai d'environ 8 jours ouvrables si une (des) analyse(s)

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIÈGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS

BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE – 01 78 98 88 14 – contact@diagtis.com 2/5

SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 – CODE APE 7120B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ND : 6559

NR : 6559_TER_LOT06

17/05/2023

Page 6 / 12

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIÈGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS

BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE – 01 78 98 88 14 – contact@diagtis.com

SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 – CODE APE 7120B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

en laboratoire sont nécessaires (délai moyen constaté). Coût des analyses : cf. ci-dessus, paragraphe Tarification prestations & Livrables.

Articles R1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique.

1- On entend par "repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante" la mission qui consiste à :

1° Rechercher la présence des matériaux et produits des listes A et B susceptibles sans travaux destructifs ;

2° Identifier et localiser les matériaux et produits qui contiennent de l'amiante ;

3° Évaluer l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Lorsque la recherche révèle la présence de matériaux ou produits de la liste A, et si un doute persiste sur la présence d'amiante dans ces matériaux ou produits, un ou plusieurs prélèvements de matériaux ou produits sont effectués par la personne réalisant la recherche. Ces prélèvements font l'objet d'analyses selon les modalités définies à l'article R. 1334-24 du Code de la Santé Publique.

En fonction du résultat de l'évaluation de l'état de conservation, le rapport de repérage préconise :

1° Soit une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés au 1 ;

2° Soit une mesure d'empoussièrement dans l'air ;

3° Soit des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante.

Lorsque la recherche révèle la présence de matériaux ou produits de la liste B et si un doute persiste sur la présence d'amiante dans ces matériaux ou produits, un ou plusieurs prélèvements de matériaux ou produits sont effectués par la personne réalisant la recherche. Ces prélèvements font l'objet d'analyses selon les modalités définies à l'article R. 1334-26.

Si l'état de certains matériaux ou produits contenant de l'amiante est dégradé ou présente un risque de dégradation rapide, le rapport de repérage émet des recommandations de gestion adaptées aux besoins de protection des personnes.

A l'issue du repérage, la personne qui l'a réalisé établit un rapport de repérage qu'elle remet au propriétaire contre accusé de réception.

GAZ

Ce diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz à usage domestique afin d'identifier par des contrôles visuels, des essais et des mesures les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes.

Conformément à la norme NF P 45-600, afin d'assurer la cohérence des différents référentiels mis en œuvre pour le contrôle des installations intérieures de gaz, les trois niveaux d'anomalie retenus (A1, A2, DGI) sont identiques à ceux définis dans les référentiels de contrôle des installations neuves, complétées, modifiées ou pour les remplacements d'appareils utilisés par les organismes agréés par le Ministère en charge de la sécurité du gaz.

Pour autant, le diagnostic n'a pas pour objet d'établir un certificat de conformité au titre de l'Article 25 de l'Arrêté du 2 août 1977. C'est pour cette raison que la norme NF P 45-500 ne reprend pas en totalité les points de contrôle applicables pour réaliser les audits des installations neuves, et peut distinguer des niveaux d'anomalie différents.

L'état de l'installation intérieure de gaz à usage domestique est réalisé pour le compte du propriétaire du logement ou son mandataire à l'occasion de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation (application de l'Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz).

Les exigences techniques faisant l'objet du présent diagnostic visent à prévenir les risques liés à l'état de l'installation et à son utilisation (fuite de gaz, incendie, intoxication oxygénée). Elles reposent sur les exigences réglementaires, les règles d'installation et autres textes de référence en vigueur regroupés dans la bibliographie de la norme précitée.

Nous attirons l'attention du donneur d'ordre sur le fait que la responsabilité dudit donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Il rappelle que sa responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. L'opérateur de diagnostic consulte le (ou les) occupant(s) d'être présent(s) lors du diagnostic afin, notamment, de cerner les éventuels dysfonctionnements ou dommages consécutifs aux coupures et aux remises sous pression de l'installation.

ÉLECTRICITÉ

Le diagnostic porte sur l'ensemble de l'installation d'électricité privée des immeubles à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il est réalisé conformément à l'Arrêté du 28 septembre 2017, avec pour référentiel technique la norme NF C15-600 d'août 2017. Il concerne la partie de l'installation de branchement située dans la partie privée. Le diagnostic ne concerne pas les circuits internes des matériels d'utilisation destinés à être reliés à l'installation électrique fixe. L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, accessibles et vérifiables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique, ni destruction des isolants des câbles, hormis les exceptions mentionnées dans la norme NF C15-600 d'août 2017. **Engagements du donneur d'ordre** **Préalablement à la réalisation du diagnostic**, le donneur d'ordre, ou son représentant, informe l'occupant éventuel du logement de la nécessité de la mise hors tension de toute ou partie de l'installation pour la réalisation du diagnostic et de la nécessité pour l'occupant de mettre à l'arrêt les équipements qui pourraient être sensibles à une mise hors tension (matériels programmables par exemple) ou s'opposent à l'arrêt de l'installation lors de la remise sous tension (certains matériels électroniques, de chauffage, etc.). Le donneur d'ordre, ou son représentant, signale à l'opérateur de diagnostic les parties de l'installation qui ne doivent pas être mises hors tension et les motifs de cette impossibilité (matériel de surveillance médicale, alarmes, etc.). **Pendant toute la durée du diagnostic**, le donneur d'ordre ou son représentant s'assure que : l'installation est alimentée en électricité, si celui-ci n'a pas fait l'objet d'une interruption de fourniture par le distributeur ; les parties communes ou sont situées des parties d'installation visées par le diagnostic sont accessibles. **L'opérateur de diagnostic** attire l'attention du donneur d'ordre sur le fait que la responsabilité de ce dernier reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée ; rappelle au donneur d'ordre que sa responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation ; informe l'usager ou son représentant que la vérification du seuil de déclenchement du jeu des dispositifs de protection différentielle peut conduire à des inconforts tels que la possibilité de non déclenchement de l'appareil de coupure, la reprogrammation de matériels comportant de l'électronique, etc. Sa responsabilité ne saurait en aucun cas être étendue aux conséquences de la mise hors tension de tout ou partie de l'installation.

Les attestations, États et Rapports de diagnostic techniques sont délivrés sous réserve de la conformité de l'affectation, de la désignation et de la description du lot communiqué par le donneur d'ordre, à l'acte de propriété ou au règlement de copropriété et à l'état descriptif de division. La responsabilité de notre société ne saurait être engagée si ces conditions ne sont pas remplies. Par ailleurs, pour l'ensemble de la prestation réalisée, le propriétaire ou son représentant s'engage à remettre à l'opérateur en charge du repérage les documents disponibles décrivant les ouvrages, produits et matériaux (plans, croquis, rapports d'expertises antérieurs, date de construction, dossier technique, dossier technique amiante, attestation de travaux, certificats de conformité...) et à permettre l'accès à tous les locaux et dépendances. L'ensemble des documents, Constats, États et Rapports livrés sont établis sous réserve de la véracité des informations communiquées oralement ou par écrit par les demandeurs. Les documents qui seront livrés par DIAGTIS seront déclarés nuls de plein droit, quel que soit le bénéficiaire, si des interventions ou modifications sont réalisées sur les constats et rapports établis par une personne autre qu'une personne salariée de la société DIAGTIS ou un de ses dirigeants. Les conditions générales de vente et de réalisation des diagnostics environnementaux sont disponibles sur notre site internet www.diagtis.com/ CGV.

Conformément aux articles L 616-1 et R 616-1 du code de la consommation, notre société a mis en place un dispositif de médiation de la consommation. L'entité de médiation retenue est : SAS CNPM - MÉDIATION - CONSOMMATION. En cas de litige, le consommateur pourra déposer sa réclamation sur le site : <http://consumedialogueconsommateur.com> ou par voie postale en écrivant à : CNPM - MÉDIATION - CONSOMMATION 17, ave de la Libération - 42400 SAINT-CHAMOND

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 7 / 12
-----------	---------------------	------------	-------------

BON POUR ACCORD D'INTERVENTION - LETTRE DE MISSION N°20230329

Le client reconnaît avoir pris connaissance et accepte les conditions générales de vente de la lettre de mission n°20230329

À COURBEVOIE, le 29/03/2023

Pour **DIAGTIS**

Nom Prénom : Victor PERCEPIED

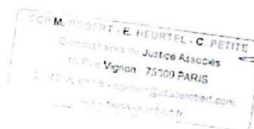


Le client ou son représentant :

- Je soussigné ABE Sana
- Agissant en qualité de Huissier de Justice
- Société SCP Robert Heurtelet Petite
- Pour le compte de SECHS FIPA

Tamponné, daté et signé avec mention
« Bon pour accord d'intervention »

Bon pour accord d'intervention



WWW.DIAGTIS.COM

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 - CODE APE 7120B - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

4/5

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 8 / 12
-----------	---------------------	------------	-------------

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 - CODE APE 7120B - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ANNEXE 2 : ATTESTATION D'ASSURANCE



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 Rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société DIAGTIS
21 place de la République
75003 PARIS 3EME ARRONDISSEMENT
Siret n°503 671 200 38

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N° 86517808/808109411.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Diagnostic amiante avant-vente et avant location
Dossier technique amiante (DTA)
Diagnostic amiante dans les parties privatives (DAPP)
Diagnostic Exposition au plomb (CREP)
Diagnostic de l'état des installations de gaz uniquement dans le cadre du DDT
Diagnostic termite
Diagnostic de performance énergétique (DPE) et audit énergétique réalisé dans le cadre du DPE et à l'occasion de la vente d'une maison ou d'un immeuble en monopropriété étiquette F ou G conformément à la loi N° 2021-1104 du 22/09/2021 Climat et Résilience
Diagnostic Etat des risques et pollutions (ERP)
Diagnostic Millèmes de copropriété et tantième de charges de copropriété
Diagnostic Loi Carrez
Diagnostic surface habitable Loi Boutin
Diagnostic Etats des lieux locaux
Certificat de norme d'habilitation dans le cadre de l'obtention d'un prêt conventionné et/ou d'un prêt à taux zéro
Diagnostic état de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DTI)
Certificat de décence (loi SRU 2000-1208 SRU du 13/12/2000)

Diagnostic Technique Global des immeubles relevant du statut de la copropriété (article L.731-1 du Code de la Construction et de l'Habitation)
Information sur la présence d'un risque de mûres seulement dans le cadre du DDT (Dossier de Diagnostic Technique) et uniquement dans les zones où les préfetures ont pris un arrêté en ce sens.
Calcul de la surface du plancher
Diagnostic amiante avant travaux/démolition sans préconisation de travaux NF X46-020 (articles R4412-140 à R4412-142 du Code du travail – article R1334-27 CSP – arrêté du 26 juin 2013)
Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA)
Diagnostic recherche de plomb avant travaux /démolition (art R1334-12 et R1334-8 du CSP – Article R4412 du Code du travail)
Contrôle visuel après travaux de désamiantage (Norme NFX 46-021)
Diagnostic de conformité des installations électriques de l'espace dédié au télétravail
Diagnostic plomb après travaux

La garantie du contrat porte exclusivement :

- Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,
- Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation

Période de validité : du 01/01/2023 au 30/09/2023.

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuille d'adhésion 808109411), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

WWW.DIAGTIS.COM

Tel 09 72 36 90 00
2 rue Grignan 13001 Marseille
Service Réclamation : contact@cabinecondorcet.com - 2 rue Grignan 13001 Marseille 09 72 36 90 00
SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 253 982 - Immatriculation ORIAS 07 026 627 - Sous le contrôle de l'ACPR
Autorité de contrôle Prudentiel et Résolution - 61 rue Tailbout 75009 Paris

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 10 / 12
-----------	---------------------	------------	--------------

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE – 01 78 98 88 14 – contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 – CODE APE 71206 – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ANNEXE 3 : ATTESTATION DE COMPETENCES



La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

PEROU Gabriel
sous le numéro 17-926

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- ☒ **Amiante** sans mention **Prise d'effet : 23/12/2022** **Validité : 22/12/2029**
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.
- ☒ **Amiante** avec mention **Prise d'effet : 23/12/2022** **Validité : 22/12/2029**
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.
- ☒ **DPE** individuel **Prise d'effet : 24/06/2022** **Validité : 23/06/2029**
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.
- ☒ **DPE** Tous types de bâtiments **Prise d'effet : 24/06/2022** **Validité : 23/06/2029**
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.
- ☒ **Gaz** **Prise d'effet : 23/05/2022** **Validité : 22/05/2029**
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.
- ☒ **CREP** **Prise d'effet : 14/03/2022** **Validité : 13/03/2029**
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.
- ☒ **Termites** **Prise d'effet : 08/04/2022** **Validité : 07/04/2029**
Métropole
Zone d'intervention : France métropolitaine
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.
- ☒ **Electricité** **Prise d'effet : 14/03/2022** **Validité : 13/03/2029**
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

17-926 - v7 - 23/12/2022

Veronique DELMAY
Gestionnaire des certifications



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 10, Boulevard Saint-Paul - BP 20 - 40 000 - St-Martin
100 rue André Schaeffer - 94477 Courbevoie Cedex - France
www.abcidia-certification.com - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com

Page 11 sur 12

WWW.DIAGTIS.COM

ND : 6559	NR : 6559_TER_LOT06	17/05/2023	Page 11 / 12
-----------	---------------------	------------	--------------

SOCIÉTÉ DIAGTIS - SIEGE SOCIAL : 21, place de la République 75003 PARIS
BUREAUX TECHNIQUES : 63, rue de Bitche 92400 COURBEVOIE - 01 78 98 88 14 - contact@diagtis.com
SAS AU CAPITAL DE 10 000 € - RCS PARIS 503767162 - CODE APE 7120B - TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR79503767162

ANNEXE 4 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR



Je soussigné, Victor PERCEPIED, représentant de la société DIAGTIS, atteste sur l'honneur que la société répond aux conditions de compétences, de garantie et d'assurance prévus au L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

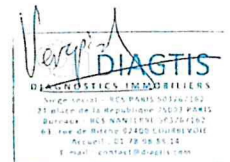
En outre, la société DIAGTIS atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoit, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. Les prestations réalisées par DIAGTIS le sont en totale indépendance et impartialité ;

La société DIAGTIS a souscrit une assurance dont le montant de la garantie n'est pas inférieur à 300.000 euros par sinistre et 500.000 euros par année d'assurance, auprès du cabinet CONDORCET, sous le numéro de Police 86517808/808109411.

La société DIAGTIS dispose des compétences requises pour effectuer les diagnostics convenus ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires ;

FAIT À COURBEVOIE, LE 17/05/2023

VICTOR PERCEPIED
Représentant légal



ÉTAT DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES INTÉRIEURES DES IMMEUBLES À USAGE D'HABITATION

48 Rue de Bassano
75008 Paris

Appartement de type T3
1^{er} étage - Porte gauche

Lots N°06 & 05

	<p align="center">ETAT DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES DES IMMEUBLES À USAGE D'HABITATION</p> <p align="center">SELON L'ARRETE DU 28 SEPTEMBRE 2017</p> <p align="center">Ce rapport ne peut être reproduit ou utilisé que dans son intégralité.</p>	Rapport n° 6559_ELEC_LOT06
		Établi le 17 mai 2023
		10 Pages

<p>1 DÉSIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DÉPENDANCES</p> <ul style="list-style-type: none"> Localisation du ou des bâtiments et de ses dépendances <table border="0"> <tr> <td>Département</td> <td>: PARIS</td> <td>Étage</td> <td>: 1^{er} étage</td> </tr> <tr> <td>Commune</td> <td>: Paris</td> <td>Lieu-dit</td> <td>: -</td> </tr> <tr> <td>Adresse</td> <td>: 48 Rue de Bassano</td> <td>Bâtiment / Escalier</td> <td>: -</td> </tr> <tr> <td>Référence cadastrale</td> <td>: AS01 - Parcelle 45</td> <td>N° de logement / porte</td> <td>: gauche</td> </tr> </table> <p>Désignation et situation du lot de (co)propriété : Appartement lot n°06 - Cave lot n°05</p> <p>Année de construction du local et de ses dépendances : 1958</p> <p>Année de l'installation : Avant 2008</p> <p>Distributeur d'électricité : EDF</p> <p>Norme ou spécification technique utilisée : NF C 16-600</p> <p><i>Nota : nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté.</i></p>	Département	: PARIS	Étage	: 1 ^{er} étage	Commune	: Paris	Lieu-dit	: -	Adresse	: 48 Rue de Bassano	Bâtiment / Escalier	: -	Référence cadastrale	: AS01 - Parcelle 45	N° de logement / porte	: gauche
Département	: PARIS	Étage	: 1 ^{er} étage													
Commune	: Paris	Lieu-dit	: -													
Adresse	: 48 Rue de Bassano	Bâtiment / Escalier	: -													
Référence cadastrale	: AS01 - Parcelle 45	N° de logement / porte	: gauche													

IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIÈCES ET EMPLACEMENTS) N'AYANT PU ÊTRE VISITÉES ET JUSTIFICATION		
Désignation	Éléments	Justificatif
Cuisine, Salle d'eau	Matériaux, produits, équipements, murs et sols sous et derrière mobilier	Meubles fixés
Entrée, Séjour, Chambres, Cuisine	Matériaux, produits, équipements, murs et sols sous et derrière mobilier	Mobilier lourd, locaux occupés et aménagés
Séjour, Chambre 2, Cuisine	Espaces sous coffrages	Coffrages non amovibles
Ensemble du bien selon présence	Vides de doublages plafonds	Pas de trappe de visite
Salle d'eau	Espace sous bac de douche	Pas de trappe de visite

<p>2 IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE</p> <ul style="list-style-type: none"> Identité du donneur d'ordre <table border="0"> <tr> <td>Nom :</td> <td>Monsieur SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE</td> <td>Tel :</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Adresse :</td> <td>16 rue de Vignon</td> <td>Fax :</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>75009 Paris</td> <td>Email :</td> <td></td> </tr> </table> <p>Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Gestionnaire Propriétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> Identité du propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances <table border="0"> <tr> <td>Nom :</td> <td>NON COMMUNIQUE C/O SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE</td> </tr> <tr> <td>Adresse :</td> <td>48 Rue de Bassano 75008 Paris</td> </tr> </table>	Nom :	Monsieur SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE	Tel :		Adresse :	16 rue de Vignon	Fax :			75009 Paris	Email :		Nom :	NON COMMUNIQUE C/O SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE	Adresse :	48 Rue de Bassano 75008 Paris
Nom :	Monsieur SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE	Tel :														
Adresse :	16 rue de Vignon	Fax :														
	75009 Paris	Email :														
Nom :	NON COMMUNIQUE C/O SCP M. ROBERT - E. HEURTEL - C. PETITE															
Adresse :	48 Rue de Bassano 75008 Paris															

<p>3 IDENTIFICATION DE L'OPÉRATEUR AYANT RÉALISÉ L'INTERVENTION ET SIGNÉ LE RAPPORT</p> <ul style="list-style-type: none"> Identité de l'opérateur <p>Prénom Nom : Gabriel PEROU</p> <p>Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : ABCIDIA Certification - 102, route de Limours 78470 SAINT-REMY-LÈS-CHEVREUSE jusqu'au 13/03/2029</p> <table border="0"> <tr> <td>Nom et raison sociale de l'entreprise</td> <td>: DIAGTIS</td> </tr> <tr> <td>Adresse de l'entreprise</td> <td>: 63, rue de Bitche</td> </tr> <tr> <td></td> <td>92400 COURBEVOIE</td> </tr> <tr> <td>N° SIRET</td> <td>: 50376716200061</td> </tr> </table> <p>Désignation de la compagnie d'assurance de l'opérateur : CABINET CONDORCET</p> <p>N° de police et date de validité : 86517808/808109411 - 31 décembre 2023</p>	Nom et raison sociale de l'entreprise	: DIAGTIS	Adresse de l'entreprise	: 63, rue de Bitche		92400 COURBEVOIE	N° SIRET	: 50376716200061
Nom et raison sociale de l'entreprise	: DIAGTIS							
Adresse de l'entreprise	: 63, rue de Bitche							
	92400 COURBEVOIE							
N° SIRET	: 50376716200061							

WWW.DIAGTIS.COM

ND : 6559	NR : 6559_ELEC_LOT06	17/05/2023	Page 1 / 8
-----------	----------------------	------------	------------

4 RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE RÉALISATION DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc..., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50V en courant alternatif et 120V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

Limites du programme de la mission

L'attention est attirée sur le fait que :

- La responsabilité du donneur d'ordre resterait pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée ;
- La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et qu'elle ne saurait en aucun cas être étendue aux conséquences de la mise hors tension de tout ou partie de l'installation ainsi qu'au risque de non réenclenchement de l'appareil de coupure.

Toutefois, le demandeur pourra solliciter une nouvelle visite de contrôle après avoir rendu visibles, accessibles, désencombrés et sécurisés les dits locaux, zones ou éléments. A défaut, les conclusions du présent rapport ne seront réputées définitives que pour les parties effectivement contrôlées.

L'intervention du contrôleur ne préjuge pas de l'usage et des modifications ultérieures de l'installation électrique.

Références réglementaires

- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Arrêté du 2 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Décret n° 2010-301 du 22 mars 2010 modifiant le décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur
- Décret n° 2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L. 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.
- Décret no 2008-1175 du 13 novembre 2008 relatif aux durées de validité des documents constituant le dossier de diagnostic technique et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Décret n° 2008-384 du 22 avril 2008 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Articles L 271-4 à L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Article L134-7 du Code de la Construction et de l'Habitation modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 59
- Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.
- Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction
- Décret n°2001-222 du 6 mars 2001 modifiant le décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur.

ND : 6559

NR : 6559_ELEC_LOT06

17/05/2023

Page 2 / 8

5 CONCLUSIONS RELATIVES À L'ÉVOLUTION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES

5.1 ANOMALIES AVÉRÉES SELON LES DOMAINES SUIVANTS :

- ☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.
- ☒ 2. Dispositif de protection différentielle à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- ☒ 3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ 4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☒ 5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☒ 6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

5.2 INSTALLATIONS PARTICULIÈRES

- ☒ P1, P2. Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3. Piscine privée, ou bassin de fontaine.

5.3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- ☐ IC : Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité.

NUMÉRO Article (1)	LIBELLÉ (1) ET LOCALISATION (*) DES ANOMALIES	LIBELLÉ (2) des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre
2 - Dispositif de protection différentielle à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre		
	(B2.3.1 h) Au moins un dispositif de protection différentielle ne fonctionne pas pour son seuil de déclenchement. Localisation/Commentaire : Le dispositif différentiel 30 mA ne déclenche pas pour un test avec courant de défaut à 33 mA	
	(B2.3.1 i) La manoeuvre du bouton test du (des) dispositif(s) de protection différentielle n'entraîne pas leur déclenchement. Localisation/Commentaire : L'appui sur le bouton test du dispositif différentiel 30 mA ne provoque pas le déclenchement.	
	(B3.3.6 a2) Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre. Localisation/Commentaire : Chambre 2	(B3.3.6.1) Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre : protection du (des) circuit (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité <= 30 mA.
3 - Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit		
	(B4.3 j1) Le courant assigné de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement n'est pas adapté. Localisation/Commentaire : En présence d'un disjoncteur de branchement 15/45 A et d'un circuit 32 A, le calibre de l'interrupteur différentiel placé en tête de l'installation doit être de 45A minimum.	
5 - Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs		
	(B7.3 a) L'enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. Localisation/Commentaire : Absence de plastron(s) sur le capot du tableau électrique. Absence d'un plastron sur une boîte de connexion : Cuisine (derrière mobilier fixe) Des prises de courant ne sont pas placées dans leur logement : Séjour, Cuisine	
ND : 6559	NR : 6559_ELEC_LOT06	17/05/2023

Page 3 / 8